

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

20 mars 2023 - 1 €

N° 23

Crise

Intimement convaincus d'apporter le bonheur à l'humanité (Pierre Mauroy), ou bien plus par calcul électoral (François Mitterrand), les gouvernants socialistes ont successivement introduit en France la retraite à 60 ans (1982), les 35 heures de travail hebdomadaire (Lionel Jospin et Martine Aubry en 2000) et la programmation, sous la présidence Hollande sous pression écologiste, de la réduction de 75 % à 50 % de la part du nucléaire dans le « mix énergétique » de la France. Combien de personnes ont pu à la fois bénéficier d'une retraite à taux plein à 60 ans et d'une semaine de travail réduite, voire se chauffer à un prix convenable par des énergies non nucléaires ? Assez peu. Mais suffisamment peut-être pour entretenir le rêve, voire la jalousie de tous les autres, qui constituent la grande majorité des Français, ceux qui ne veulent pas perdre ces « acquis ».

Le vrai problème, c'est que la force d'entraînement idéologique de la France sur les autres nations est de plus en plus faible, en raison notamment de son très fort endettement. Si notre « modèle » social généreux n'est pas suivi par nos voisins et concurrents, nous nous retrouvons en situation de faiblesse par rapport à ceux qui travaillent plus et plus longtemps (et qui gèrent mieux leur budget tandis que nous dilapidons notre capital)... Encore que tra-

vailler plus n'est pas forcément la solution. Travailler mieux aurait de bien meilleurs résultats. À condition de ne pas être trahis par des dirigeants économiques soit incapables, soit gênés par un système difficilement prévisible et qui se mêle beaucoup de la vie des entreprises. Il y a aussi le cas où ces dirigeants sont de simples traîtres à l'intérêt national, par intérêt, peur ou idéologie.

Notre gouvernement actuel (Élisabeth Borne) gouverne manifestement contre l'opinion populaire, avec une majorité très relative au Parlement, et une petite minorité de partisans dans le pays. Si on considère, selon les textes constitutionnels, que le peuple est le Souverain, c'est embêtant. Mais peut-être le gouvernement gouverne-t-il dans l'intérêt du peuple, au moins à long terme ? C'est en tout cas ce



Sommaire : Page 1 : Crise. – P. 2 : 49-3 : et après ? – Référendum. P. 3 : Lettre à ceux qui veulent nous faire bouffer des insectes. P. 4 : Adieu liberté chérie. – Œufs de Pâques. P. 5 : Promouvoir une offre énergétique française en Europe. – Lectures. – P. 6 : Perfide Albion. P. 7 : Chine. – Pays-Bas. P. 8 : Théâtre.

■ **Parlement** : La motion de censure transpartisane contre le gouvernement a été votée par 278 voix le 20 mars alors qu'il en aurait fallu 287. Celle du RN n'a recueilli que 94 voix.

■ **Nucléaire** : Le 15 mars, au cours du débat sur l'accélération des procédures pour construire de nouvelles centrales nucléaires, une majorité de l'Assemblée s'est prononcée contre un amendement gouvernemental qui prévoyait l'intégration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire au sein de l'Autorité de sûreté nucléaire.

■ **Social** : De nombreuses manifestations contre la réforme des retraites, certaines spontanées, et avec parfois des violences, ont eu lieu dans des villes de province le 18 mars et à Paris, sur la place de la Concorde. Des autoroutes sont coupées par des manifestants, des dépôts de carburants sont bloqués, le ramassage des ordures n'est pas rétabli partout.

■ **Patrimoine** : La base de la flèche de Notre-Dame a été reconstituée à l'identique à Briey (Meurthe-et-Moselle) et sera posée à sa place le 15 avril prochain.

■ **Lunettes** : Une perquisition a eu lieu le 16 mars au siège d'Optical Center à Paris. 7 personnes ont été placées en garde-à-vue, soupçonnées d'avoir mis au point un système d'évasion fiscale au service d'un groupe qui fait 1 milliard de chiffre d'affaires avec 700 magasins d'optique en Europe, au Canada et en Israël.

■ **Climat** : Perpignan a été le siège d'une procession très médiatisée pour invoquer Saint-Gaudérique, patron des agriculteurs, le samedi 18 mars. Et le 19 mars il est tombé en trois heures, 36,8 mm de pluie, autant qu'entre janvier et février 2023 cumulés...

■ **Édition** : Le prochain album d'Astérix, *L'iris blanc*, sera une satire du « développement personnel », de « la pensée positive », du « flexitarisme alimentaire », et paraîtra le 26 octobre, scénario Fabcaro, dessin Didier Conrad.

qu'il affirme. Et ce serait sa légitimité. On a entendu les arguments des uns et des autres jusqu'à plus soif. Ils sont irréconciliables. Seul l'avenir dira, peut-être, qui avait raison. Ceux qui parlent au nom du peuple et organisent ses protestations, peuvent aussi se tromper... et varier. C'est pour cela qu'on a inventé des procédures démocratiques, qui temporisent les réactions, fixent des échéances régulières... Mais cela demande un minimum de bonne foi et d'adhésion au système de part et d'autre... Or notre société fracturée ne se reconnaît pas dans ses « élites » et ces élites n'aspirent qu'à changer le peuple... Nous voilà à l'aube d'un nouvel épisode de crise de nerf, dont la France a le secret, et dont personne ne peut prévoir la prochaine issue. Pendant ce temps, le système bancaire international subit de chaudes alertes, dans un climat d'entre-guerres qui rappelle les années trente...

Frédéric Aimard

49-3 : et après ?

On ne sait pas si certains jouent à se faire peur, s'il y a une exaspération générale dans le pays ou si l'écume à la fois parlementaire et populaire va se dissoudre. Les plus avertis, tout comme nos voisins étrangers, se rendent bien compte que cette réforme des retraites s'avérera de toute façon insuffisante et que, adoptée ou pas, elle devra être suivie d'une nouvelle et sans doute encore d'une autre nouvelle mouture, tant il faudra bien reprendre contact avec le réel. Telle sera la rançon de ce que la France se comporte

comme le seul pays d'Europe de l'Ouest à ne pas voir les réalités démographiques, tel le vieillissement, et économiques, tel le déficit non seulement du système mais aussi d'un ensemble qui se délite de jour en jour. Et comment ne pas s'inquiéter de ces milliers et milliers de manifestants qui, sans appartenir forcément à des groupes de Black Blocs, se lancent à travers toute la France dans des manifestations qui dégénèrent en affrontements et en feux divers sans oublier les attaques et coupures de courant contre certains élus ?

On peut s'opposer à l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, utilisé par tous les présidents de la V^e République sauf Georges Pompidou et Nicolas Sarkozy. On peut aussi contester les hésitations d'Emmanuel Macron et l'incapacité des Républicains à définir une ligne claire. On peut également estimer que l'affaire a été mal préparée d'un point de vue politique et pédagogique en s'en remettant à des coups de ponctuels. Mais on ne peut pas se laisser aller à souhaiter le chaos voire à le préparer activement tout en s'abritant derrière des slogans aussi simplistes que « après la carrière le cimetière », « métro, boulot, caveau » ou « travaille, cotise, crève ».

Force est pourtant de se rendre compte que, refusée par une écrasante majorité des personnes sondées, cette réforme constitue en fait un facteur d'exaspération dans un pays subissant l'inflation, laquelle touche d'autant plus les personnes que leurs revenus sont modestes. D'autre part, comme à l'époque des Gilets jaunes, les mesures prises dans le

cadre des zones à faible émission pour écarter les véhicules anciens sont surtout ressenties par les automobilistes aux revenus faibles, ce que perçoivent certains maires, alors que le monde politique et médiatique y prête peu attention.

Plus généralement, cela rejoint un sentiment de déni démocratique répandu dans une population qui ne se sent plus écoutée ni représentée (46 % d'abstention aux législatives d'il y a neuf mois). On ne croit plus, aujourd'hui, aux élites raisonnables sachant prendre les bonnes décisions pour un peuple incapable de comprendre les différents enjeux des grandes crises. La France risque donc une aggravation de l'écœurement, du rejet de la politique et de la défiance. Les simulations opérées montrent que le vent de colère favoriserait encore plus le Rassemblement national que la Nupes. Le pouvoir devrait donc s'interroger sur ce peuple qu'il ne comprend plus. Encore lui faudrait-il savoir ce qu'est un peuple et connaître ses passions et ses craintes.

Jean-Gabriel Delacour

Référendum ?

Pour trancher le débat sur la réforme des retraites, le recours à un référendum d'initiative partagée fait son chemin.

Décidé par Emmanuel Macron, le recours à l'article 49.3 de la Constitution permet de faire entrer en vigueur un projet de loi qui n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale – si le gouvernement n'est pas censuré par les députés.

Connu le 16 mars, le choix présidentiel a soulevé

Lettre à ceux qui veulent nous faire bouffer des insectes

Mesdames, Messieurs, j'étais sur le point d'adresser ma correspondance hebdomadaire à Éric Dupond Moretti qui chassait, il y a peu, les mouches sur les bancs de l'Assemblée nationale, quand je tombe sur un reportage diffusé par TF1 concernant la consommation d'insectes. J'abandonne alors l'idée du diptère occis par ce bras d'honneur qui, nous dit Gabriel Attal, n'en était pas un. Et je décide d'orienter mon propos vers l'entomophagie.

Au gré de mes recherches, je parcours, sur internet, des dizaines de catalogues vantant les mérites, les vertus et les recettes permettant, me dit-on, d'accommoder plus de 2000 espèces. Étrange société où, il n'y a pas si longtemps encore, lorsque l'on voyait une mouche vibrionner dans la cuisine d'un restaurant ou une blatte se faufiler sous les lames du plancher, l'enseigne était marquée du sceau de la honte, déshonorée, définitivement barricadée. Alors que, désormais, l'opprobre change de camp et s'invite chez ceux qui osent encore commander une entrecôte, un pot-au-feu, une blanquette, un civet, une daube, un faux-filet, qu'il soit à point, bleu ou saignant.

Mais revenons à ces catalogues difficiles à feuilleter sans éprouver une certaine aversion puisqu'ils proposent des sucettes d'insectes, de la tarentule, du cricket, des vers de farine, de la panse de fourmi farcie, de la sauterelle, du scarabée, de l'abeille, du scorpion, du termite, de la libellule, du grillon... Certains d'entre vous, équipés du petit manuel du parfait écolo, nous répètent pourtant depuis des années que les insectes disparaissent, que leur devenir est en danger. Les bouffer va-t-il contribuer à les sauver ? N'étant pas à une contradiction près, vous risquez bien de nous faire avaler n'importe quoi pour fourguer vos convictions. À l'instar de la commission européenne qui vient d'autoriser l'incorporation de farines d'insectes par le biais



par Jean-Paul Pelras *

d'une loi promulguée début 2023. L'UE autorise l'ajout de grillons domestiques dans les produits de boulangerie, les pâtes et autres produits finis partiels "destinés à la population générale". Il peut s'agir de vers de farine jaunes : "Ce nouvel aliment peut être utilisé comme insecte séché entier sous forme de collation ou comme ingrédient d'un certain nombre de produits alimentaires, par exemple sous forme de poudre dans des produits protéiques, biscuits ou produits à base de pâtes", précise Bruxelles.

Il faudra donc, dans le panier à provisions, faire suivre ses lunettes si l'on veut vérifier les étiquettes et consulter les dénominations : ver de farine, *Tenebrio molitor*, *Locusta migratoria*, *Acheta domesticus*. Le retour du latin en quelque sorte sur les produits transformés à base de céréales ou de pommes de terre, de légumineuses, sur les pâtes et autres pizzas ou plats cuisinés.

Vous êtes donc parvenus, comme vous êtes sur le point de le faire avec les viandes de synthèse et autres steaks végétaux, à imposer vos lubies, vos dogmes et, pourquoi le taire, vos lobbies commerciaux. Insidieusement, à notre cœur et à notre estomac défendant, vous vous apprêtez à coloniser nos placards, nos gardes-mangers, nos frigos, nos buffets. Partout là où les insectes étaient considérés comme étant persona non grata pour les saloperies qu'ils pouvaient transmettre, la hantise qu'ils véhiculaient.

Cette propension à vouloir nous imposer vos goûts et votre idéologie atteint ici des limites qui n'auraient jamais dû être franchies. En résumé : mangez ce que vous voulez et foutez-nous la paix. ■

* Figure catalane de la résistance paysanne, Jean-Paul Pelras est rédacteur-en-chef de *L'Agri*, le journal des gens d'ici, édité à Toulouse (Pyrénées orientales).

une vague de colère dont les grands médias se sont largement fait l'écho. Plus discrètement, des parlementaires ont lancé l'idée d'un référendum d'initiative partagée (RIP) permettant de consulter le peuple français sur le système des retraites. Cette procédure est peu connue mais elle avait été utilisée lors de la tentative de privatisation d'Aéroport de Paris en 2019. Plus d'un million

de signatures avaient été réunies, ce qui fut l'une des causes de l'abandon du projet.

Un RIP sur les retraites serait conforme à la Constitution mais la mise en œuvre de ce type de référendum est complexe. Il faut d'abord réunir le cinquième des députés et sénateurs, ce qui n'est pas difficile. Il faut ensuite réunir les signatures du dixième des électeurs

inscrits sur les listes électorales, soit 4,5 millions de signatures, dans un délai de neuf mois. Si ces conditions sont réunies, l'Assemblée nationale et le Sénat examinent le texte, et cet examen empêche la tenue du référendum, même si le vote est positif. C'est seulement si les deux assemblées n'ont pas examiné le texte dans un délai de six mois que le référendum peut avoir lieu.

La procédure est manifestement décourageante – et faite pour décourager – mais il reste possible de franchir tous les obstacles dans le cas d'une question qui mobilise une large majorité de Français. Outre son aspect rigoureusement démocratique, une campagne de signatures aurait l'avantage de faire retomber la tension, actuellement très vive, dans les rues du pays. Et l'éven-

tuelle réussite de cette campagne rendrait très difficile, voire impossible, une opposition du Parlement.

Claudine Uzerche

Adieu Liberté chérie

Les voyages forment la jeunesse, pas seulement ! La semaine passée, j'ai été amené à traverser deux fois la France d'Ouest en Est. Le GPS m'envoyait en général par Clermont-Ferrand. Cette année, j'avais branché Waze sur mon portable et il me propose la A79 qui coupe un peu plus au nord par Macon. Arrivé au niveau de Moulins, on commence une série de passages autoroutiers où figurent des panneaux qui vous expliquent qu'il n'y aura pas de station de péage et qu'il faut aller sur un site internet (ALIAE) et payer en ligne dans les 72 heures. Une fois, deux fois, trois fois ces panneaux fleurissent en fonction des portions d'autoroute en flux libre utilisées. Rien à dire sur l'itinéraire, une route plus courte, une durée de voyage identique, mais quid du péage ? On verrait plus tard !

Heureusement au retour nous embarquons deux trentenaires, experts en smartphone, comme il se doit à cette génération. Ha !

vous n'avez pas payé votre péage à l'aller ? C'est dommage, vous recevrez une lettre avec une amende de 10 € en plus du péage et si vous ne payez pas dans les 15 jours vous aurez 90 € de majoration ! Avec ma carte bleue et en quelques clics sur son téléphone, mon gendre paye 3,50 € pour le trajet effectué trois jours avant.

Pour le trajet en cours, il faudra attendre d'être sorti de la A79, mais n'oubliez pas de payer d'ici 72 heures sinon : sanction au portefeuille.

Cette mésaventure montre à quel point ce monde du numérique est impitoyable pour les personnes dont le digital n'est pas la tasse de thé. Sans parler de cette dernière innovation qui fera sans doute tache d'huile sur toutes les autoroutes, comment vivre aujourd'hui si l'on n'est pas connecté ? Tout passe maintenant par le net : banques, réservations, factures, impôts, documents administratifs.

Si vous n'avez pas pris le virage numérique vous devenez brutalement un assisté, incapable de vivre normalement. Et tous ces engins technologiques nous fliquent partout. Ma voiture a été photographiée, son immatriculation enregistrée dans un ordinateur, ainsi que la partie de l'autoroute empruntée, la date, l'heure,

et pourquoi pas la vitesse pour nous coller quelques amendes supplémentaires afin de nous ôter l'envie d'accélérer entre deux radars ?

Vraiment, ce monde digital fait peur. Non seulement il met hors-jeu les non-connectés, mais il nous surveille pour le plus grand bonheur des dictateurs de tout poil. Big-Brother n'est plus de la science-fiction, les Chinois en savent quelque chose. Il faut choisir, être libre ou connecté. Le piège est parfait et la surveillance totale, rappelez-vous le pass-sanitaire ! Adieu liberté chérie.

Loïk de Guébriant

Œufs de Pâques

On peut faire remonter à l'Antiquité la tradition des œufs de Pâques. À la fois fête chrétienne et païenne, cette coutume est fortement ancrée dans nos sociétés modernes. Longtemps il s'agissait d'œufs durs, parfois colorés que l'on s'offrait le dimanche de Pâques, aujourd'hui ils ont été substitués à des œufs en chocolat ou en sucre.

Pâques est la fête chrétienne la plus ancienne et la plus importante qui célèbre la résurrection du Christ et qui coïncide aussi avec l'ar-

rivée du printemps.

Chez les Gaulois, les œufs étaient peints en rouge en hommage au soleil. Sous Louis XIV, la fête connaît un véritable développement où l'on doit même offrir au souverain le plus gros œuf pondu dans le Royaume.

Dans certains pays comme les États-Unis, le symbole de Pâques est plus associé à un lapin, mais la tradition des œufs est néanmoins présente. À toutes les époques, on décore avec précaution ces aliments, notamment chez les catholiques qui normalement ne mangent pas d'œufs pendant la Carême.

Toutes les variations sont admises, comme à l'époque de la Cour impériale russe où est née la tradition des œufs de Fabergé, richement décorés de pierres. De la religion à l'usage commercial, il n'y a qu'un pas depuis longtemps franchi en Occident où la chasse aux œufs, lapins et autres friandises en chocolat est organisée pour les rechercher dans les coins de son jardin ou de la maison.

Comme dans la religion catholique les cloches des églises cessent de sonner le Jeudi saint jusqu'au dimanche de Pâques, on raconte aux enfants que ce sont ces cloches revenues bénies de Rome qui ramènent les œufs.

Philippe Buron Pilâtre

La Nation Française

directeur de la publication : Frédéric Aimard

Rédaction-administration
60, rue de Fontenay 92350 Le Plessis-Robinson

Édité par Spfc-Acip
Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire FR21418382149
ISSN 2967-2988 - marque déposée à l'Inpi.
Imprimé par nos soins.

Abonnement numérique : 1 an = 20 euros
à l'ordre de **Spfc-Acip**.
Paiement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>

Promouvoir une offre énergétique française en Europe

Le spectre de la dépendance énergétique hante les économies européennes. C'est dans ce contexte que nous nous interrogeons sur la spécificité de la position française, sur sa place dans le concert énergétique européen et sur la réalité et le contenu de son offre énergétique.

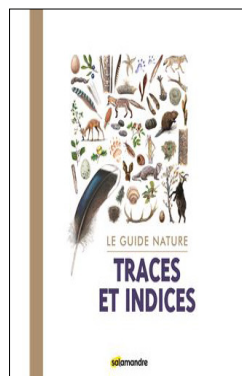
D'importants éléments de réponse ont été apportés par Lionel Taccon, ancien responsable du programme nucléaire français ; Ancien Délégué général aux Affaires Européennes d'EDF, président de Géopolitique de l'électricité, Géopolitique de l'énergie (geopolitique-electricite.fr). L'idée de promouvoir des propositions françaises au service d'une plus grande autonomie énergétique européenne, d'une plus grande indépendance énergétique française fait son chemin au rythme de l'accumulation des menaces qui pèsent sur l'Europe et la France.

Dans cette perspective, il est proposé la constitution d'un comité provisoirement intitulé « promouvoir une offre énergétique française en Europe... et au-delà ».

Les cibles d'une telle offre sont nombreux notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale : parlementaires membres des commissions de l'énergie des différents parlements nationaux ; autorités ministérielles gouvernementales ; partis politiques ; diplomates et représentants économiques des pays d'Europe en poste en France et constituant autant de relais d'influence.

Cette offre devra mobiliser en priorité sur les représentations diplomatiques françaises à l'Étranger ainsi que les grands réseaux de présence française comme les Chambres de Commerce binationales et les réseaux culturels (Alliances Françaises...).

Si vous voulez vous associer à l'élaboration de et à la mise en œuvre de cette offre énergétique française en Europe... et au-delà vous pouvez prendre contact avec : dircas@cas-france.org



ROMAN

Rêve d'ailleurs

Reykjavik, à la fin du XIX^e siècle. Sigurlina étouffée. Ménage, couture... elle mène une vie laborieuse et morne auprès de son père, un veuf qui lui assigne les tâches domestiques. Quelques fois elle l'aide dans ses travaux de traduction et de copiste ; il est spécialisé dans l'archéologie de l'Islande. La jeune fille a un rêve : voyager. Elle s'enfuit, direction New York, en emportant un objet précieux. Ses compétences en culture et patrimoine islandais lui permettent de trouver un emploi chez un collectionneur. Pour autant, le bonheur tant espéré n'est pas au rendez-vous. À travers le portrait d'une femme qui cherche à s'émanciper, Sigrún Pálsdóttir parle de la transmission et de la force du destin. Ce roman a figuré parmi les lauréats du Prix de littérature de l'Union européenne 2021.

« Un coup de tête », Sigrún Pálsdóttir, Métailié, 192 p., 19 €.

POLICIER

Le Club du mardi

À Marcolès, petit village du Cantal, on aime les livres, surtout les po-

lars. Chaque mardi soir, huit passionnés d'Agatha Christie se réunissent autour d'Odile, la bibliothécaire, pour parler suspense et meurtre. L'idée surgit d'organiser un colloque international dédié à la « Duchesse du crime » pour faire connaître son œuvre. Archibald de la Rochette propose son château pour recevoir le public. Invitations, conférenciers et hébergement, tout est prévu, sauf... les multiples imprévus. Enthousiastes, les huit organisateurs ne ménagent pas leur peine, faisant fi d'un message annonçant un assassinat imminent. Dans ce roman policier plein de malice, Sylvie Baron rend hommage à la grande Agatha Christie qu'elle connaît par cœur.

« Les petits meurtres du mardi », Sylvie Baron, Calmann-Lévy, 324 p., 14,90 €.

NATURE

Jeu de piste

Pour peu que l'on soit curieux, il y a toujours quelque chose à observer quand on se balade dans la nature. Alors transformez-vous en détective. Mettez dans votre besace des jumelles, une loupe, une lampe de poche, un carnet, un crayon et suivez le guide. Cet ouvrage, il-

lustré de nombreux croquis et dessins, permet de partir à la découverte des ongules, des oiseaux, des animaux marins et des arbres, en pistant ce qui les caractérise : empreinte, poil, nid, coque, écorce, fruits. Distrayant et instructif.

« Traces et indices », collectif, Salamandre, guide nature, 176 p., 17 €.

REVUE

Cromwell

Libérateur ou tyran ? Aujourd'hui encore, les historiens anglais sont partagés quand il s'agit de définir Cromwell (1599-1658). Ce gentleman-farmer, issu de la petite noblesse, va gravir tous les échelons militaires et politiques jusqu'à devenir Lord-protecteur (l'équivalent de chef du gouvernement) après avoir fait décapiter le roi Charles 1^{er} et instauré la République. Épuration et massacres ponctueront son règne. Historia lui consacre un numéro spécial. Parmi les sujets abordés : Marston Moor, une victoire parlementaire, sectes, la course au puritanisme, l'Irlande à feu et à sang, pourquoi a-t-il refusé la couronne ?...

« Cromwell. La République anglaise », Historia grand angle, mars-mai 2023, 8,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

■ **Mali** : Le journaliste français indépendant Olivier Dubois, qui avait été enlevé à Gao, dans le nord du Mali le 8 avril 2021, a été libéré le 20 mars 2023 au Niger.

■ **Ukraine** : Le président polonais Andrzej Duda a annoncé, le 16 mars, que son pays allait rapidement livrer à l'Ukraine un premier lot de 4 chasseurs-bombardiers Mig-29, de conception soviétique. La Pologne les remplacera dans son propre arsenal par des appareils sud-coréens FA-50 et des F-35 américains. Le Premier ministre de Slovaquie Eduard Heger a annoncé, le 17 mars, que son pays livrera la totalité de ses 13 Mig-29 à l'Ukraine. Mais les Ukrainiens espèrent des F-16 américains.

Un drone américain Reaper MQ-9 a chuté le 4 mars en mer Noire au large de la Crimée à la suite d'une audacieuse manœuvre d'un Sukhoï-27 russe.

La Grande-Bretagne va faire don à l'Ukraine de son système d'artillerie AS-90 qu'elle remplacera par le système Archer suédois plus moderne. Le Danemark va faire don à l'Ukraine de ses 19 canons français Caesar fabriqué par Nexter, qu'il va remplacer par le canon israélien Atmos fabriqué par Elbit Systems.

Le président russe s'est rendu en Crimée et à Marioupol le 18 mars.

■ **Russie** : La Cour pénale internationale, dont le siège est à La Haye aux Pays Bas, a émis, le 17 mars, un mandat d'arrêt contre le président Vladimir Poutine et la commissaire russe aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova. Ils sont accusés de crime de guerre pour l'enlèvement de 17 000 enfants ukrainiens dans le sud de l'Ukraine, confiés à des orphelinats ou adoptés par des familles russes. Des représentants des ministères de la Justice de 40 pays étaient réunis à Londres le 20 mars pour décider des moyens à allouer à la CPI pour mener à bien cette procédure.

Le président chinois Xi Jinping s'est rendu à Moscou du 20 au 22 mars, se posant à la fois en partenaire privilégié de la Russie et en médiateur du conflit russo-ukrainien.

Perfide Albion

La visite d'État en France du 25 au 29 mars du roi Charles III, première destination de son règne, se voulait le symbole de la fin de la crise provoquée par la rupture des liens entre le Royaume et l'Union Européenne consécutive au Brexit de 2016. Le Premier ministre britannique Rishi Sunak et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont signé le 27 février au château de Windsor un protocole nord-irlandais supposé mettre un point final aux querelles de mitoyenneté. Le roi avait alors invité la dame à prendre le thé.

Du 1er au 3 mai 1903, la visite d'État en France de son prédécesseur Édouard VII avait jeté les bases de l'Entente Cordiale signée le 8 avril 1904. Celle du roi Charles pouvait lancer un nouveau rapprochement, marquer un retour à l'esprit de Saint-Malo où en 1998 Chirac et Blair avait engagé une coopération en matière de Défense, réitérée par les accords de Lancaster House en 2010 entre Sarkozy et Cameron.

Rishi Sunak est passé à l'Élysée le 10 mars. On croyait que c'était un premier pas. Ce que l'on ignorait cependant, c'est que Paris n'était pour lui qu'une étape vers les États-Unis. Macron savait-il ce qui se tramait ? Sunak venait l'informer un jour à l'avance de ce qui allait se passer après le week-end. Il avait préféré venir en personne plutôt que de simplement passer un coup de téléphone. Pour dire quoi ? Que les sous-marins australiens qui devaient être construits à Cherbourg le seraient à Barrow-in-

Furness, en Cambrie et non en Cotentin ! C'est toujours au Nord-ouest mais pas dans le même pays ! Que les cinq mille emplois sur trente ans seraient créés outre-Manche et non dans la Manche !

Si ce n'est pas une « perfidie », comment faut-il l'appeler ? Sunak est le digne fils de MacMillan qui céda à Kennedy en 1962 en rejetant la proposition faite par De Gaulle de s'associer pour les fusées qui devaient être embarquées à bord des premiers sous-marins lanceurs d'engins. L'Anglais signa pour les Polaris. Le président français en tira la conclusion logique que la Grande-Bretagne n'avait pas sa place au sein du Marché Commun. Le choix de l'alliance nucléaire américaine annoncé le 15 septembre 2021 et dévoilé le 13 mars à San Diego est, à soixante ans de distance, la conclusion directe de la non-appartenance à l'Union européenne.

C'est un mauvais coup pour le nouveau monarque, un coup bas même, à la veille de son arrivée en France, une ombre jetée sur son voyage. Francophone et francophile, Charles cherchera sans nul doute à la dissiper, usant de toutes ses ressources de séduction, de ses dons de conciliation, mais sans parvenir hélas à faire durablement illusion.

Dominique Decherf

Chine

Assez absente des préoccupations des Français – pour lesquels l'Empire du Milieu n'a guère dû évoluer depuis les poncifs qu'Hergé dénonçait déjà dans *Le Lotus bleu* –, la Chine de-

vient de plus en plus un acteur majeur du monde contemporain. Son objectif consiste d'ailleurs à y prendre la première place en 2049, pour le centenaire de la prise de pouvoir par Mao Zedong. Or, malgré une discrétion au moins relative par rapport à la Russie poutinienne, le pays apparaît de plus en plus visible dans les différents rapports de force qui structurent la planète.

Après avoir été renouvelé comme secrétaire général du Parti communiste et président de la Commission militaire centrale, Xi Jinping a été confirmé le 10 mars comme président de la République pour un troisième mandat de cinq ans. Cela lui a permis de s'inscrire dans une posture planétaire : « *Le développement de la Chine profite au monde, et le développement de la Chine ne peut être séparé du monde* ». Concrètement, il entend bâtir un nouvel ordre sino-centré à partir du projet des *Nouvelles Routes de la Soie*, garanti par de multiples traités et accords passés à travers le monde. Ceux-ci s'appuient sur d'incontestables réussites scientifiques et technologiques atteignant même le cyberspace, pour ne rien dire de l'expansion militaire, jusque dans l'espace extra-terrestre.

L'avancée diplomatique ne se trouve pas en reste. Bien que totalement passée inaperçue chez nous, l'entente tout récemment négociée par Pékin entre l'Iran et l'Arabie saoudite, deux protagonistes qu'on croyait éternellement ennemis, présente au moins une double signification : l'irruption de la Chine dans la délicate question du programme nucléaire de Téhéran et la

recherche d'un cessez-le-feu au Yémen. Elle marque aussi, plus généralement, l'éviction de Washington d'une région où les États-Unis exerçaient depuis 1945 une influence quasi exclusive.

Alors que les Occidentaux, parfois en ordre dispersé, et l'Inde s'efforcent de rester présents dans la zone indo-pacifique, la République populaire ne cesse d'y pousser ses pions. Dans cette perspective, les menaces contre Taïwan, même s'il y a peu de chances qu'elles se concrétisent maintenant, expriment une ambition géostratégique qui ferait des mers de Chine méridionale et de Chine orientale le pivot d'une politique visant à assurer le contrôle de la région, en attendant l'avancée vers l'océan Indien et le Pacifique Sud. C'est à cette fin que sont conclus des accords avec différents petits États invités à rejoindre une « vision commune de développement des pays insulaires Chine-Pacifique ».

La France doit se sentir très concernée par cette expansion, à travers la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et l'île inhabitée de Clipperton, qui représentent une zone économique exclusive de 6,8 millions de km². Or, sur le petit atoll de Hao en Polynésie, existe un projet colossal chinois de « plus grande ferme aquacole du monde ».

Jean Ètèvenaux

Pays-Bas

Le fait est suffisamment rare en Europe pour être souligné : une nouvelle force politique incarnant les intérêts agricoles (ce que

la science politique qualifie de parti agrarien) vient d'effectuer une percée aux Pays-Bas à l'occasion des élections provinciales du 15 mars dernier qui seront déterminantes pour la composition du nouveau Sénat du pays. Créé en 2019, le « Boer Burger Beweging » (BBB) ou Mouvement agriculteur-citoyen qui ne comptait jusqu'ici qu'un député, sa fondatrice Caroline van der Plas, a obtenu plus de 19 % des voix, se plaçant ainsi largement en tête. À la grande surprise des commentateurs politiques, il devrait ainsi obtenir 19 des 75 sénateurs du pays.

La colère de la ruralité hollandaise a prospéré ces derniers mois sur les mesures anti-azote du gouvernement, destinée à réduire la consommation des engrais chimiques. Elle a favorisé l'irruption d'un mouvement politique jugé par les électeurs plus proche de la population que la coalition de centre droit au pouvoir, menée par Mark Rutte, Premier ministre depuis 2010. Si en 2019, les élections provinciales avaient vu la victoire du FVD conservateur de Thierry Baudet (opposition nationale), celui-ci a cette fois marqué le pas, affaibli par un virage complottiste.

Soulignons aussi le fait que les 60 % de Hollandais ruraux se sentent de moins en moins en phase avec les 40 % restant, c'est-à-dire les habitants de la Randstad, la conurbation urbaine qui regroupe les villes d'Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Utrecht. Le nouvel objectif du parti BBB devrait être de préparer les élections européennes de juin 2024 et surtout les élections législatives du printemps 2025.

En France, les seules tentatives probantes de structurer électoralement des organisations agrariennes furent les Comités de défense paysanne (« chemises vertes ») fondés en 1929 par Henri Dorgères (1897-1985) qui fut après-guerre élu député poujadiste d'Ille-et-Vilaine et le Parti paysan d'union sociale (PPUS) fondé en 1945 par le député de Haute-Loire Paul Antier (1905-1996), rattaché au CNIP (grand parti libéral conservateur) à partir de 1951. Des expériences originales, mais somme toute demeurées assez marginales.

Jérôme Besnard ■

■ **Céréales** : La Turquie et l'Onu ont annoncé, le 18 mars, que la Russie et l'Ukraine ont signé un nouveau compromis pour exporter le blé ukrainien à travers la mer Noire.

■ **États-Unis** : L'ancien président Trump craignait d'être arrêté le mardi 21 mars dans le cadre d'une enquête judiciaire. Une prostituée prétend avoir eu une relation sexuelle avec lui en 2006. Il l'aurait fait payer en 2016 par ses avocats pour qu'elle cesse d'en parler à la presse durant la campagne présidentielle, ce qui est donc considéré comme un financement illégal de sa campagne... L'ancien président a appelé ses partisans à se mobiliser pour protester contre cette « chasse aux sorcières » menée selon lui par des juges démocrates.

■ **Suisse** : La banque nationale suisse avait annoncé, le 16 mars, qu'elle prêtait 50 millions de francs au Crédit suisse, deuxième banque du pays, en difficulté de trésorerie. Le président de la Confédération helvétique, Alain Berset, a annoncé lui-même, le 19 mars, qu'UBS rachetait le Crédit suisse pour trois milliards de francs suisses (le tiers de ses derniers cours en Bourse la semaine dernière,

mais plus que son cours le 20 mars) avec une garantie de passif de 9 milliards apportée par la Confédération. La banque centrale suisse portait alors sa garantie de financement jusqu'à 100 milliards. Le cours d'UBS en Bourse perdait 8 % le 20 mars. UBS gère plus de 3 400 milliards de dollars d'actifs.

■ **Bourse** : Les valeurs bancaires ont à nouveau baissé de 5 à 8 %, le 20 mars, à l'ouverture des diverses bourses européennes.

■ **États-Unis** : Onze grandes banques américaines sont venues, le 16 mars, au secours de la First Republic Bank, à hauteur de 30 millions de dollars. La Coalition des banques de taille moyenne (MBCA) demande aux autorités de garantir leurs dépôts, pendant deux ans, au-delà de la limite actuelle de 250 000 dollars par client.

■ **Pétrole** : Le cours du baril de brut est retombé en mars 2023 à 65 dollars, son cours de décembre 2021.

■ **Moyen-Orient** : Le président iranien Ebrahim Raïssi va se rendre prochainement en Arabie saoudite à l'invitation du roi Salmane.

■ **Amérique du Sud** : Un séisme de magnitude 6,8 a touché le sud de l'Équateur et le Pérou le 18 mars, faisant quelques dizaines de morts.

■ **Climat** : Le cyclone Fredy qui s'est formé en Australie et a traversé tout l'Océan indien a fait, entre le 21 février et le 16 mars, environ 1 000 morts en Afrique australe : Mozambique, Madagascar, Malawi.

■ **Climat** : Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) a rendu public, le 20 mars à Genève, la synthèse de son sixième rapport sur le réchauffement climatique dû à l'activité humaine.

■ **Rugby** : La France est parvenue à la seconde place dans le Tournoi des 6 nations, en battant le pays de Galles (41-28) le 18 mars, mais l'Irlande ayant ensuite battu l'Angleterre (29-

16) le même jour, c'est elle qui a remporté le « *Grand Chelem* », pour la quatrième fois de son histoire dans cette compétition.

■ **Monténégro** : Les Monténégrins ont été appelés à voter pour le premier tour d'une élection présidentielle le 19 mars, avec 7 candidats dont Milo Djukanovic, 61 ans, au pouvoir depuis trente ans. Un second tour est prévu pour le 2 avril, et il y aura des élections législatives anticipées le 11 juin.

■ **Centrafrique** : Neuf Chinois au moins ont été tués lors d'une attaque contre une mine d'or le 20 mars dans la région de Bambari. Les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement ont démenti être à l'origine de cette attaque, dont elles font porter la responsabilité sur le groupe Wagner de mercenaires russes qui aident le président Faustin-Archange Touadéra à se maintenir au pouvoir.

■ **Égypte** : Le ministre des Affaires étrangères turc s'est rendu au Caire le 18 mars où il a annoncé une prochaine rencontre entre le président turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue égyptien Abdel Fattah el-Sissi. Cette réconciliation, après 10 ans de brouille, suppose cependant que le président Erdogan soit bien réélu le 14 mai prochain.

■ **Internet** : Le directeur général d'Amazon, Andy Jassy, a annoncé le 20 mars que sa société va licencier 9000 personnes en mars en plus des 19000 remerciées en janvier dernier. Il s'agit de revenir peu à peu à la situation qui prévalait avant l'épidémie de covid durant laquelle le géant du e-commerce avait doublé ses effectifs mondiaux passant de 800000 à plus d'un million et demi d'employés.

Quant à Méta, maison mère de Facebook, elle a confirmé le licenciement de 10000 personnes en plus des 11000 licenciements effectués à l'automne.

L'Aigle à deux têtes

Studio Hébertot : une reine manipulatrice prise entre un poète anarchiste occidental et les intrigues d'une cour japonaise, Paul Goulhot transpose la pièce de Jean Cocteau dans une ambiance biculturelle surprenante dans laquelle on se laisse agréablement embarquer.

Sur la scène, une table est dressée, dans un petit salon au mobilier asiatique. Félix... Vous êtes un maladroit. Alors ? Vous ne savez même plus mettre une bûche ?

L'Aigle à deux têtes est une pièce de Jean Cocteau, l'histoire d'une reine qui attend la mort depuis dix ans, dans le souvenir du roi, assassiné le matin de leurs noces. Au soir de ces dix ans, un poète anarchiste s'infiltre dans le château pour la tuer. Il est le sosie du roi, il a écrit un poème qu'elle a fait diffuser, la vie reprend ses droits, un amour impossible naît. Il voudrait qu'elle reprenne sa place sur le trône, elle voudrait qu'ils s'enfuient ensemble, deux options qui déplaisent à la cour et à la police.

Dans un élan shakespearien, il va devenir l'instrument de leur destin commun.

Paul Goulhot transpose l'action, qu'on imagine se tenir en Bavière, en Hongrie ou en Autriche, dans un univers japonisant, en s'appuyant sur une distribution dont la langue maternelle n'est pas toujours le français. Il mélange les codes du théâtre occidental et ceux qu'on imagine inspirés d'un théâtre japonais, opposant la mesure fluide de Jérémy Brige aux postures amplifiées de Bounsy Luang Phinith, sous la férule de Huifang Liu, reine perdue, cruelle et manipulatrice. Une reine qui se retrouve coincée entre l'amour d'un poète français et le code d'honneur d'un samouraï, qui fuit la vie dans un amour impossible.

La pièce prend son temps, installe un théâtre biculturel qui prend par surprise, où les gestes et les postures pourraient se suffire à eux mêmes, qui embarque le spectateur dans les méandres de la sincérité de la reine.

Guillaume d'Azémar de Fabrègues

Au Studio Hébertot, jusqu'au 16 avril 2023. Lundi : 21 h ; dimanche : 19 h. Durée : 1 h 20. Texte : Jean Cocteau adapté par Paul Goulhot. Avec : Huifang Liu, Jérémy Brige, Olivier Ho Hio Hen, Maïko-Eva Verna, Bounsy Luang Phinith. Mise en scène : Paul Goulhot.

Toutes les étoiles naissent d'une histoire d'amour

Au Local, Leslie Mitéran met en scène quatre mythes grecs, des amours difficiles qui laissent pour trace une constellation, mettant un accent naïf et tendre sur la recherche de la liberté.

Sur la scène, une jarre, une colonne antique effondrée qui porte un clavier, une guitare basse. C'est le matin. Le soleil brille et ses rayons traversent une grande forêt.

Leslie Mitéran s'est saisie de quatre mythes grecs qui ont en commun de parler d'amours difficiles et de se terminer par la création d'une étoile ou d'une constellation. Quatre mythes grecs portés sur scène par Johanne Teste et Thomas Davail. La rencontre de Callisto et de Zeus, la création du monde par Gaia et Ouranos, le sauvetage d'Andromède par Persée, les amours d'Ariane et Dionysos.

Elle met l'accent sur leur recherche de liberté, leur refus de suivre un chemin pré-tracé. Un parti pris qui du coup gomme la violence, aussi présente dans les mythes que dans les contes de fées, cette violence qui veut prévenir les enfants de la cruauté du monde qui les attend. Pourquoi pas, Walt Disney l'a fait avant elle. Point de prince « charmant » qui viole une princesse dans son sommeil chez Walt Disney, point de Zeus qui viole Callisto chez Leslie Mitéran, tous les deux préfèrent le miel de la séduction.

C'est presque par surprise, peut-être sous le charme de la voix de Johanne Teste, que je me suis laissé porter par ces quatre mythes revisités. C'est un peu naïf, parfois maladroit, c'est poétique et rafraîchissant. Comme une pastille Vichy, c'est doux, tendre, un peu nostalgique, on savoure sans arrière pensée, on sort de la réalité et réjouit.

G.A.F.

Au Local, jusqu'au 3 avril 2023. Lundi, samedi : 19 h ; vendredi : 20 h 30 ; dimanche : 17 h (01/04 : 20 h). Durée : 1 h. Texte : Leslie Mitéran Avec : Thomas Davail, Johanne Teste. Mise en scène : Leslie Mitéran. Visuel : Marine Teste (Digiteste).

